

# L'extrême droite en Belgique



Citoyenneté  
& Participation

## 01 • En guerre contre les communistes, les pacifistes, les anticolonialistes

La Belgique semble un petit pays tranquille au cœur de l'Europe, gouverné par le centre droit, de culture catholique, plutôt prospère. Depuis 1957, elle est officiellement la capitale de l'Europe sous la forme de la Communauté économique européenne (CEE) alliance économique, comme son nom l'indique, qui deviendra l'Union européenne en 1992. Le même Traité de Rome instaurait aussi la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM). En 1967, elle est devenue le siège de l'OTAN, après Londres et Paris, ce qui en fait un objet d'attention particulier de la part des États-Unis.

Le pays devenait donc un lieu stratégique entre les grandes puissances qui redessinaient le monde après-guerre : les États-Unis d'un côté et l'Union soviétique de l'autre. Ce contexte géopolitique permet de mieux situer les transformations et avancées électorales de mouvements et partis d'extrême droite, tout au long des décennies, pour en arriver à l'actuelle prédominance politique au sein de nombreux États européens et dans l'Union européenne elle-même.

## 02 • Les révoltes des colonisés

Les révoltes successives des peuples colonisés par les puissances occidentales ont profondément bouleversé les certitudes impériales occidentales. Par exemple, la France, puissance nucléaire depuis 1960, a tremblé sur ses bases démocratiques en 1961 et 1962 lors de la tentative de renverser le président de Gaulle qui reconnaissait à l'Algérie son droit à l'indépendance. Ce qui déclencha des forces d'extrême droite armée qui ont tenté un coup d'État.

En Belgique, c'est l'État lui-même qui fut « terroriste » en assassinant en 1961 Patrice Lumumba, Premier ministre de la République démocratique du Congo. Dans les années 1960, la décolonisation a fait apparaître des forces obscures s'agitant autour des immenses richesses du Congo, et particulièrement de l'uranium et autres minerais rares et stratégiques. Cette convoitise postcoloniale, voire néocoloniale, est toujours d'actualité.

## 03 • Le choc pétrolier et l'ennemi communiste

Il y eut un autre bouleversement mondial : le premier choc pétrolier en octobre 1973, lorsque les pays arabes membres de l'OPEP décrétèrent un embargo sur les livraisons de pétrole après la guerre du Kippour contre les pays soutenant Israël. Les prix du baril ont quadruplé en quelques mois, provoquant une crise économique mondiale. Le 23 décembre 1973, le prix du pétrole augmenta de 112 %, marquant le point culminant du choc. 1971 est l'année marquée par la fin des accords de Bretton Woods et de la convertibilité du dollar avec l'or. C'était une astuce du président Nixon pour faire payer la dette résultant de la guerre contre le Vietnam par le reste du monde, l'Europe en particulier. Ensuite, le dollar a été imposé par les États-Unis comme monnaie de réserve internationale.

Tout cela marqua la fin des Trente Glorieuses, années de prospérité pour l'Europe d'après-guerre. Ce fut aussi le début du déclin du système capitaliste qui se mondialise pour survivre.

C'est en effet par la force brutale d'un coup d'État sanglant que les États-Unis placent à la tête du Chili un militaire dictateur, Augusto Pinochet, éliminant le président Salvador Allende, coupable d'avoir voulu nationaliser une des principales richesses du pays, le cuivre. Cela provoqua la colère des compagnies américaines, jusqu'alors souveraines dans le secteur minier. Plusieurs pays d'Amérique latine ont été déstabilisés de la même façon et ont subi des dictatures féroces pendant de nombreuses années, au plus grand profit de compagnies multinationales états-uniennes.

L'ennemi principal était désigné : le communisme, quelle que soit sa forme dans les pays occidentaux ou même en Asie. Ainsi, en Indonésie, le PKI, troisième parti communiste au monde en nombre d'adhérents, a été éradiqué au cours de tueries qui ont duré plusieurs mois en 1965 et 1966. Plusieurs centaines de milliers de personnes ont été massacrées. On estime leur nombre entre cinq cent mille et trois millions. Il s'agit là de l'un des pires massacres de masse du XXe siècle.

## 04 • L'internationale néo-fasciste

Dans ce contexte de profonds bouleversements mondiaux, dès 1951, l'ultra droite qui était restée assez frileuse après la défaite nazie « se réchauffe au climat de la guerre froide et rêve d'un réveil dans le cadre européen ».

Ce sont les termes utilisés par Jos Vander Velpen, avocat flamand dans son livre percutant : *Les voilà qui arrivent ! L'extrême droite et l'Europe*<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Jose Vander Velpen, *Les voilà qui arrivent ! L'extrême droite en Europe* (EPO. Reflex, 1993).

En Belgique, sous la direction de Karel Dillen, futur président du Vlaams Block, un mouvement s'organise pour la réhabilitation des anciens collaborateurs flamands des SS. Ils rejoignent d'autres mouvements similaires qui rêvent d'une Europe « troisième puissance », impérialiste, militairement puissante, indépendante des États-Unis et ennemie du communisme. Tel est le cadre tracé par l'auteur fasciste français Maurice Bardèche

lors du congrès de la fédération du Mouvement social européen (MSE) à Malmö en 1951. Une nébuleuse fasciste se met ainsi en place dans toute l'Europe. Mais les mésententes et les points de vue parfois divergents entre groupes et mouvements des différents pays, par rapport notamment à l'indépendance de l'Algérie, n'en font pas un réseau organisé<sup>2</sup>.

## 05 • Les années de plomb en Italie et en Belgique

L'expression « année de plomb » nous vient d'Italie et désigne la période très tourmentée entre 1960 et 1980. Une série d'attentats aveugles et sanglants terrifient le pays : attentat à la bombe sur une place à Milan, seize morts, quatre-vingt-huit blessés ; explosion provoquant le déraillement du train Palerme – Turin, six morts, cent-trente-neuf blessés ; attentat néofasciste contre une manifestation syndicale, huit morts, cent-trois blessés... Nombre de ces drames sont revendiqués notamment par Ordine Nuovo, extrême droite néofasciste. On se souvient plus précisément de la catastrophe en gare de Bologne, le 2 août 1980 : une bombe cause la mort de quatre-vingt-cinq passagers et en blesse deux cents.

Ce climat a fragilisé le Parti communiste italien et contribué à bloquer son accès au pouvoir, dans un contexte de peur anticommuniste.

« Années de plomb » désigne aussi la décennie 1970-1980 en Allemagne marquée par le terrorisme d'extrême gauche de la Rote Armee Fraktion.

Les États-Unis sont en croisade anti communiste avec Ronald Reagan qui désigne l'« empire du mal » à savoir l'URSS, histoire sans doute de faire oublier l'échec états-unien au Vietnam. Il veut contrer l'influence soviétique en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique du Sud, en Afrique. Les États-Unis mènent une dizaine d'interventions armées dans divers pays. Ils veulent que l'OTAN soit renforcée : la course aux armements est relancée contre les missiles nucléaires de moyenne portée SS-20 soviétiques. Des missiles de croisière Cruise et des missiles Pershing II sont installés en Europe dont certains en Belgique. Ce qui provoque d'importantes manifestations pacifistes dans le pays. En point d'orgue : celle de 1983 lorsque près de quatre cent mille manifestants s'entassaient dans les rues de Bruxelles. Ils venaient du nord et du sud du pays, syndicalistes, militants paci-

<sup>2</sup> Olivier Dard, « L'internationale noire en Europe après la Seconde Guerre mondiale », *Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe* (Sorbonne Université, 22 juin 2020), <https://ehne.fr/fr/node/12363>.

fistes, membres de partis, d'associations très diverses, y compris tiers-mondistes, antinucléaires et autres. C'était l'impressionnant résultat d'une vaste campagne menée par le Comité National d'Action pour la Paix et le Développement (CNAPD) regroupant plusieurs associations pacifistes, socialistes, chrétiennes, communistes, syndicales – principalement leurs sections jeunesse – sous la présidence de Pierre Galand, également secrétaire général d'OXFAM-Belgique et de son homologue flamand, André Bogaert, président du VAKA qui mobilisait en Flandre, jusque dans les cuisines !

Ils incarnaient ainsi la convergence des luttes pour l'émancipation des peuples dans les pays du Sud et dans les pays du Nord qui rêvaient d'un avenir en paix, sans bombes nucléaires.

Tel est donc le cadre géopolitique dans lequel se succédèrent en Belgique de mystérieuses « tueries » visant des commerçants, des grandes surfaces, pour des bilans relativement dérisoires par rapport au nombre de morts, vingt-huit en tout, sans que l'on discerne une logique du type grand banditisme. Ces drames de type « terroristes » commencent en 1982 : armurerie cambriolée avec violence, individus assassinés, attaques ultras violentes et sanglantes de grandes surfaces Delhaize et Colruyt ... « Celles-ci sont orchestrées par des hommes masqués, lourdement armés, calmes et déterminés. Ils attendent régulièrement l'arrivée des forces de l'ordre afin de les affronter et parviennent à s'enfuir chaque fois ». Les policiers qui les affrontent déclarent ensuite qu'ils

sont certains qu'il s'agit de collègues gendarmes, car les techniques d'attaque, de déploiement, de repli, de tirs utilisés par ces tueurs ressemblent à s'y méprendre à celles enseignées à la gendarmerie et à l'armée, relèvent certains journalistes <sup>3</sup>.

Les observateurs, policiers, magistrats et journalistes qui suivent ces événements dramatiques élaborent les hypothèses les plus plausibles pour expliquer ce déchaînement de violence. Car ni le racket des grandes surfaces ni la violence de voleurs sanguinaires ne convainquent les enquêteurs. Ils en arrivent à évoquer des actions de déstabilisation de l'État belge, trop démocratique, pas assez militarisé, pas assez de droite pour assurer l'hégémonie des États-Unis par le biais de l'OTAN contre l'URSS. L'hypothèse de gendarmes d'extrême droite devenus terroristes semblait la plus plausible, car elle explique l'étonnant silence de ces criminels pendant des dizaines d'années, sans que rien ne filtre, ainsi que le professionnalisme de ces actions.

Il est possible de comparer cette opération de déstabilisation avec ce qu'il s'était passé aux États-Unis, où la confrontation idéologique a pris la forme d'une répression institutionnelle. De 1956 à 1971, le Federal Bureau of Investigation a mené un programme illégal, COINTELPRO, contre les mouvements contestataires. Les Black Panther Party, les militants des droits civiques autour de Martin Luther King Jr. et les organisations anti-guerre ont été infiltrés et déstabilisés. Dirigeant le FBI, J. Edgar Hoover utilisait la désinformation, le harcèlement et la violence pour « neutraliser »

<sup>3</sup> Gilbert Dupont, *Les tueurs : six années d'enquête, avec Paul Ponsaers* (EPO Dossier, 1998).

toute opposition. Tout cela a été révélé en 1975-1976 par la commission Church du Sénat américain, entraînant des réformes et des restrictions sur les activités du FBI.

## 06 • Stay Behind

Les États-Unis, pour bien ancrer l'OTAN au cœur de l'Europe, participaient à des manœuvres communes avec l'armée belge. Nous sommes en 1984 et un événement étrange se produisit à Vielsalm. Une caserne du 3<sup>e</sup> régiment de Chasseurs ardennais est attaquée par un groupe armé qui vole une vingtaine d'armes. Le gardien, un adjudant, est blessé très grièvement. Cela se passait au moment même où des manœuvres militaires interalliées à savoir américaines, luxembourgeoises et belges se déroulaient dans le cadre de l'OTAN, en collaboration avec des éléments de la gendarmerie locale, du service de documentation, de renseignement et d'action de l'armée belge et même des civils. Parmi eux, Lucien Dislaire, ancien paracommando et mercenaire belge au Congo dans les années 1960.

Dislaire a été condamné à la suite de ses révélations : il admet avoir participé à une « opération de résistance et d'appui à la résistance telle

Les ressemblances sont troublantes avec les événements qui ont secoué la Belgique.

qu'elles s'étaient déroulées à la fin de la guerre », dit-il au journaliste René Haquin.

C'est ainsi que l'on découvre un dispositif ultra-secret, quoique bien officiel au sein de l'armée : le Stay Behind, un réseau dormant de civils et d'anciens militaires très bien formés pour être immédiatement actifs en cas d'invasion de notre pays par des forces étrangères hostiles, à savoir l'URSS. Il ne s'agit pas de militaires actifs, mais de résistants organisés sur le modèle des réseaux qui se sont constitués un peu partout lors de la dernière guerre mondiale et qui accueillaient et exfiltraient des renseignements et des combattants contre les nazis.

Selon l'analyse récente de l'historien Florian Babusiaux, on peut écarter l'hypothèse d'une complicité entre ce réseau suivi par un service spécial de l'armée et les Tueurs du Brabant. Une commission d'enquête parlementaire n'a rien trouvé à ce sujet. Ce service et le réseau ont tout de même été supprimés le 23 novembre 1990<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Florian Babusiaux, *L'organisation Stay Behind en Belgique (1949-1991). Complots, terrorisme et réseaux secrets* (Racine, 2023).

## 07 • Le terrorisme des CCC

En 1984, débutaient les actes terroristes des Cellules communistes combattantes (CCC), une extrême gauche radicale inspirée par les attentats perpétrés par la Rote Armee Fraktion en Allemagne et Action directe en France. Leur cible : l'OTAN. Question troublante : une arme volée à Vielsalm aurait été trouvée dans une planque des CCC.

Ces actions violentes, dont l'une a provoqué la mort de deux pompiers bruxellois, ont mobilisé le monde politique et renforcé le climat de terreur dans la population. Pour la rassurer, le 19 dé-

cembre 1985, les militaires ont été déployés dans les rues de Bruxelles. C'était au lendemain de l'attentat des CCC contre le siège de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB). Une mesure parfaitement inefficace en termes de sécurité de la population, mais typique du basculement vers la droite de gouvernements qui veulent démontrer qu'ils sont forts et au service de l'OTAN. En 2016, le gouvernement belge a une nouvelle fois déployé l'armée dans les rues et les gares à la suite des attentats terroristes très meurtriers de radicaux islamistes (station de métro Maelbeek et aéroport de Bruxelles National).

## 08 • Contrôle accru de la police et de la gendarmerie

À la suite des drames des années 1980, un intense travail parlementaire a débouché sur des mesures de contrôle et de meilleures coordinations entre les services de police, de gendarmerie, de la Sûreté de l'État et de l'armée. Quelques années plus tard, la gendarmerie a été dissoute. De nombreux mystères demeurent sur ces tentatives de déstabilisation de l'État belge pour en faire un instrument docile de la suprématie militaire états-unienne face à l'URSS à l'époque, la Russie ensuite.

Pendant toutes ces années, les groupes et mouvements d'extrême droite nationalistes flamands ont pris une grande ampleur dans la Région flamande du pays. Certains ont commis des actes visant à inspirer la terreur. Ainsi, l'armée belge a

connu récemment un épisode inquiétant d'activisme fasciste : en 2021, Jürgen Conings, un militaire hautement entraîné et fiché comme extrémiste de droite, est entré en cavale plusieurs semaines avec des armes lourdes. Le service de renseignement militaire (SGRS) a ensuite identifié une trentaine de militaires « préoccupants » ou liés à des idéologies d'extrême droite.

En avril 2025 ont eu lieu des violences racistes à Molenbeek et Jette. Il s'agissait de « ratonnades » en bande de supporters de football brugeois, qui ont blessé quatre-vingt personnes : des commerçants, des femmes, des enfants...

## 09 • Belgique, entre séparatisme flamand et militarisation anti-russe

La Belgique francophone ne connaît pas une extrême droite aussi bien implantée dans le paysage politique que la France. Par contre, dans la partie néerlandophone, le Vlaams Belang a intégré les thèses nationalistes et racistes du mouvement séparatiste flamand qu'était le Vlaams Blok. « Pour lui, le peuple belge est une construction artificielle qui doit disparaître le plus rapidement possible pour laisser la place au peuple flamand », explique Kris Deschouwer en conclusion du livre collectif *L'extrême droite en Belgique*<sup>5</sup>. Moins radicale, mais tout aussi convaincue de la primauté de la Flandre, la NVA au pouvoir actuellement, prépare une transformation de l'État belge en une confédération d'États linguistiquement plus indépendants où la Flandre serait dominante en nombre et en richesse économique.

Alors que les partis politiques de la région francophone, y compris les libéraux, étaient alliés dans une lutte conjointe contre l'extrême droite, ces dernières années ont vu la mainmise sur le parti libéral, dénommé « Mouvement réformateur » par un jeune président, Georges-Louis Bouchez, dont l'extrémisme radical et décomplexé a séduit de nombreux électeurs francophones, dont des jeunes, sur le modèle du Rassemblement national français. Il soutient les mesures les plus anti-sociales qu'a connues la Belgique. Ainsi s'installe un ultralibéralisme économique, non seulement belge, mais européen sur le modèle états-unien.

Cette percée de l'« illibéralisme » se traduit par un renforcement du militarisme, de la mainmise politique, économique et de renseignement des États-Unis et d'Israël sur les instances européennes. Le but étant de soumettre la Russie à l'empire états-unien revendiqué clairement par le président Donald Trump, ce démagogue qui rêve de soumettre la Chine devenue la première puissance économique mondiale.

Cette mutation se fait au mépris des règles du droit international et des droits humains qui constituent le socle des valeurs portées par les Nations Unies. Et les populations européennes, en majorité acquises à ces valeurs depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, assistent, médusées et indignées, à la criminelle passivité de leurs gouvernants face au génocide perpétré en Palestine, à l'éradication de villages entiers au Liban, aux bombardements intensifs des populations civiles en Iran, aux crimes contre l'humanité commis au Soudan, à la guerre perpétuelle massacrant des millions de civils en République démocratique du Congo... Alors que les puissants de ce monde et les grandes entreprises transnationales s'enrichissent à des niveaux jamais égalés dans l'histoire de l'humanité, en pillant les ressources précieuses et rares des pays les plus appauvris par un système capitaliste qui détruit l'écosystème, socle vital de notre humanité.

<sup>5</sup> Benjamin Biard et Archibald Gustin, éd., *L'extrême droite en Belgique* (CRISP, 2026).

## 10 • Une internationale antifasciste

La particularité en Belgique est que le système démocratique résiste malgré tout à la montée en puissance des forces extrémistes. Les alliances entre partis progressistes, les syndicats, les associations de défense des droits humains, l'émergence d'une jeunesse antifasciste, en sont la preuve.

Des liens se tissent aussi avec les mouvements altermondialistes, ce qui renforce la résistance antifasciste. Ainsi, une Conférence internationale antifasciste et anti-impérialiste se tenait du 26 au 29 mars 2026 à Porto Alegre. Ce front mondial contre le néofascisme et l'impérialisme regroupait cinq-cent-soixante-cinq personnalités et neuf-cents activistes de cent pays. Il unissait parlementaires, syndicalistes, activistes et intellectuelles autour d'un constat d'urgence : la lutte contre l'extrême droite est indissociable de la lutte contre les agressions impérialistes. Et c'est une association belge, le CADTM (Comité pour

l'abolition des dettes illégitimes), qui était à la manœuvre<sup>6</sup>.

Pour ses organisateurs, la conférence de Porto Alegre constitue une étape importante sur un chemin beaucoup plus long. Ils précisent : « Les organisations et individus soussigné·es s'engagent à poursuivre la lutte sans relâche et de la manière la plus unie possible contre la montée de l'extrême droite et l'agression impérialiste, dimension essentielle de notre projet émancipateur, socialiste, écologiste, féministe, antiraciste et internationaliste. »

Cet appel se terminait par cette citation de Che Guevara à ses enfants : « Soyez toujours capables de ressentir profondément toute injustice commise contre quiconque, où que ce soit dans le monde. C'est la plus belle qualité d'un révolutionnaire. »

<sup>6</sup> « Front mondial contre le néofascisme et l'impérialisme », *Mediapart*, 25 février 2026, <https://blogs.mediapart.fr/cadtm/blog/250226/front-mondial-contre-le-neofascisme-et-limperalisme>.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,  
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

**citoyennete-participation.be**



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

---

Citoyenneté & Participation ASBL - Avenue des Arts, 50\6 - 1000 Bruxelles | [info@citoyennete-participation.be](mailto:info@citoyennete-participation.be) | [citoyennete-participation.be](http://citoyennete-participation.be)  
N° d'entreprise : 0409 117 690 | RPM Bruxelles | BE67 3101 6586 0487

---